

FAITS SAILLANTS

- Les partenaires humanitaires ciblent maintenant 2,9 millions de personnes vulnérables à travers le pays
- Les inondations affectent plus de 137 000 personnes
- L'insécurité a aggravé la malnutrition dans la commune de Mondoro, région de Mopti
- Le nombre de personnes déplacées internes a doublé depuis le début de l'année
- Le Plan de Réponse Humanitaire n'est financé qu'à 32 pour cent dans un contexte où les besoins humanitaires se sont accrus



Au sommaire

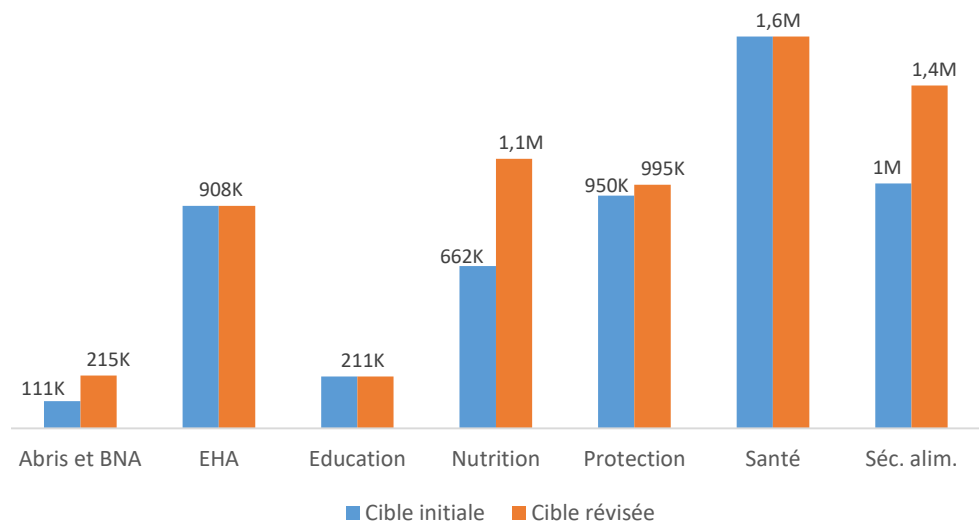
- Besoins humanitaires P.1
- Insécurité alimentaire et malnutrition P.2
- Inondations P.3
- Personnes déplacées internes P.5

5,2 millions de personnes dans le besoin

Le nombre de personnes ayant besoin d'assistance humanitaire au Mali en 2018 est passé de 4,1 millions en janvier à 5,2 millions à la suite de la révision du Plan de Réponse Humanitaire (PRH) en juillet, soit une augmentation de 900 000 personnes. Cette hausse est liée au changement du mode d'estimation¹ des personnes dans le besoin, à la crise pastorale et aux conflits intercommunautaires.

Les partenaires humanitaires, en appui aux efforts du gouvernement, ciblent maintenant 2,9 millions de personnes vulnérables à travers le pays, soit 1,3 million de plus qu'au début de l'année. Cette augmentation se justifie par la hausse du nombre de personnes vulnérables et l'urgence des interventions dans les secteurs de la sécurité alimentaire, de la nutrition, de la protection ainsi que des abris et biens non alimentaires (BNA).

Personnes ciblées en janvier 2018 vs personnes ciblées en juillet 2018



Les partenaires humanitaires estiment à environ 330 millions de dollars les fonds nécessaires pour assister 2,9 millions de personnes en 2018. Ceci représente une augmentation de 67 millions de dollars comparativement à la requête lancée au début de l'année. La revue à la hausse du budget vise à mobiliser des ressources conséquentes pour faire face aux besoins urgents et croissants.

Au 31 août, le budget révisé du PRH pour le Mali était financé à 32 pour cent selon les données recueillies par le système de suivi financier d'OCHA (FTS). Le déficit de financement actuel s'élève à 223 millions de dollars.

CHIFFRES CLES

de pers. déplacées internes (Gouvernement 9 août) 75 351

de réfugiés maliens (HCR juillet 2018) 137 697

pers. retournées (Direction nationale du développement social 31 juillet 2018) 526 505

d'enfants déscolarisés dans les zones affectées par l'insécurité (Cluster éducation) 300 000

FINANCEMENTS

330 millions
Fonds requis (USD) 2018

32%
Taux de financement

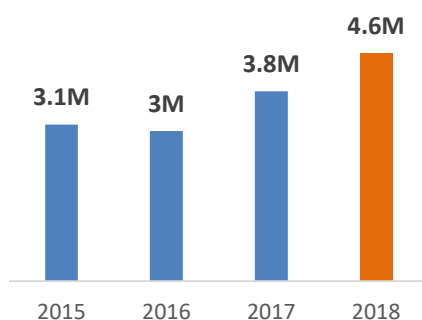
¹ Dans la version initiale du PRH le nombre de personnes dans le besoin correspondait au nombre le plus élevé de personnes dans le besoin des secteurs au niveau national. A mi-parcours, l'estimation a été faite sur la base du nombre de personnes dans le besoin ou ciblé le plus élevé des secteurs par cercle.

L'insécurité alimentaire et nutritionnelle reste un défi

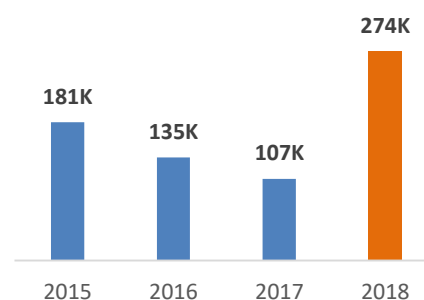
Augmentation du nombre de personnes touchées par l'insécurité alimentaire et la malnutrition

Cette année, la population en insécurité alimentaire et les enfants touchés par la malnutrition aiguë sévère ont atteint un niveau jamais égalé au cours des quatre dernières années. Le PRH révisé estime à 4,6 millions le nombre de personnes en insécurité alimentaire dont 1,6 million ayant besoin d'une assistance d'urgence et à 274 000 les enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère.

Nombre de personnes touchées par l'insécurité alimentaire de 2015 à 2018



Nombre d'enfants touchés par la malnutrition aiguë sévère de 2015 à 2018



Durant la période de soudure de juin à septembre, les humanitaires, en appui aux actions du gouvernement, ciblent un million de personnes dans le cadre de l'assistance alimentaire et plus de 266 000 ménages dans les secteurs de l'agriculture, du maraîchage et de l'élevage.

Au 30 juin, les acteurs humanitaires avaient assisté plus de 520 000 personnes en vivres et plus de 116 000 ménages en moyens de subsistance, selon le cluster sécurité alimentaire. Au 30 août, plus de 73 000 enfants souffrant de la malnutrition aiguë sévère et 65 000 malnutris aigus modérés avaient été pris en charge. Pendant cette période de soudure agricole où il y aurait augmentation de la vulnérabilité nutritionnelle, les membres du cluster nutrition profitent de la fenêtre d'opportunité offerte par les campagnes de la Chimio prophylaxie² contre le paludisme saisonnier (CPS) chez les enfants de moins de 5 ans pour en même temps, réaliser le dépistage nutritionnel systématique afin de contenir le maximum de cas de malnutrition pour leur prise en charge thérapeutique.



Crédit : PAM

L'insécurité alimentaire est préoccupante dans la région de Mopti

Les résultats des enquêtes vocales et par messages sms (mVAM) menées auprès de 5 878 ménages en juillet 2018 confirment la détérioration de la situation de la sécurité alimentaire courante par rapport à la même période en 2017. Selon cette étude, le nombre de ménages avec une consommation alimentaire pauvre ou limitée est supérieur à 30 pour cent par rapport à l'échelle nationale. Mopti, l'une des régions les plus affectées par les conflits intercommunautaires et l'insécurité, est la plus touchée avec près de la moitié (45,9 pour cent) des ménages ne disposant pas d'une consommation alimentaire suffisante.

² Traitement visant à prévenir le paludisme.

L'insécurité a causé une situation d'urgence nutritionnelle à Mondoro

À la suite de l'alerte donnée sur l'apparition d'une maladie non identifiée, une mission d'évaluation médicale conduite par les autorités sanitaires avec l'appui des partenaires humanitaires a été déployée le 5 août à Mondoro, cercle de Douentza, région de Mopti. La commune de Mondoro compte quatre centres de santé communautaires situés dans les villages de Mondoro, Niangassadiou, Douna et Tiguila. À l'exception de Mondoro, tous ces centres sont dépourvus de personnel qualifié à cause de l'insécurité. L'accès des acteurs humanitaires à ces zones par voie terrestre est limité par l'insécurité et le risque que posent les engins explosifs improvisés. Ainsi, les populations des villages de Niangassadiou, Douna et Tiguila, presque coupées du reste du pays depuis sept mois, ont un accès limité aux soins de santé, aux moyens de subsistance et aux marchés pour s'approvisionner en nourriture avec pour conséquences immédiates une situation de vulnérabilité alimentaire et nutritionnelle critique. De mars à août, les services sanitaires ont dénombré 224 malades dont 35 décès, selon la répartition ci-dessous :

Villages	# de malades	# de décès	Pop. totale des aires de santé
Douna	161	20	13 111
Niangassadiou	20	6	11 094
Tiguila	43	9	9 539
Total	-	-	24 205

Les constats faits par les équipes médicales, au 5 août, ont orienté vers l'hypothèse d'une malnutrition avec des risques de complications dues à une possible carence en vitamine B1 et C affectant toutes les franges de la population. À cette date, 66 patients étaient pris en charge au centre de santé de Mondoro.

En réponse à la crise, le gouvernement a élaboré un plan d'intervention d'urgence et adressé une demande d'appui aux partenaires humanitaires.

Les agences des Nations Unies³ et les ONG partenaires ont fourni une assistance variée pour soutenir les autorités sanitaires à travers un appui technique pour la prise en charge des malades et un appui en produits nutritionnels, en vivres, en tentes, ainsi qu'en kits d'eau, d'hygiène et d'assainissement.

Plus de 137 000 personnes sont affectées par les inondations

Les pluies et la montée des eaux des fleuves, en juillet et en août, ont causé des inondations dans toutes les régions. Au 17 septembre, elles avaient affecté plus de 137 000 et causé 13 pertes en vies humaines selon les données recueillies par Direction Générale de la Protection Civile (DGPC). Les prévisions hydrologiques et météorologiques sont toujours en faveur d'une pluviométrie normale à excédentaire avec une crue croissante des fleuves Niger et Sénégal de deux centimètres en moyenne par jour.

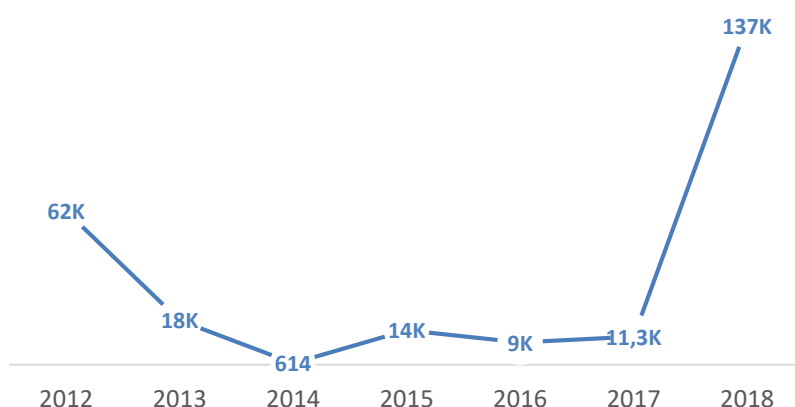
Cette situation mérite une attention particulière dans la mesure où le nombre de personnes affectées a atteint le niveau le plus élevé au cours des six dernières années.

Le nombre de personnes affectées par les inondations a dépassé le seuil de déclenchement du plan de contingence national fixé à 50 000 personnes affectées.

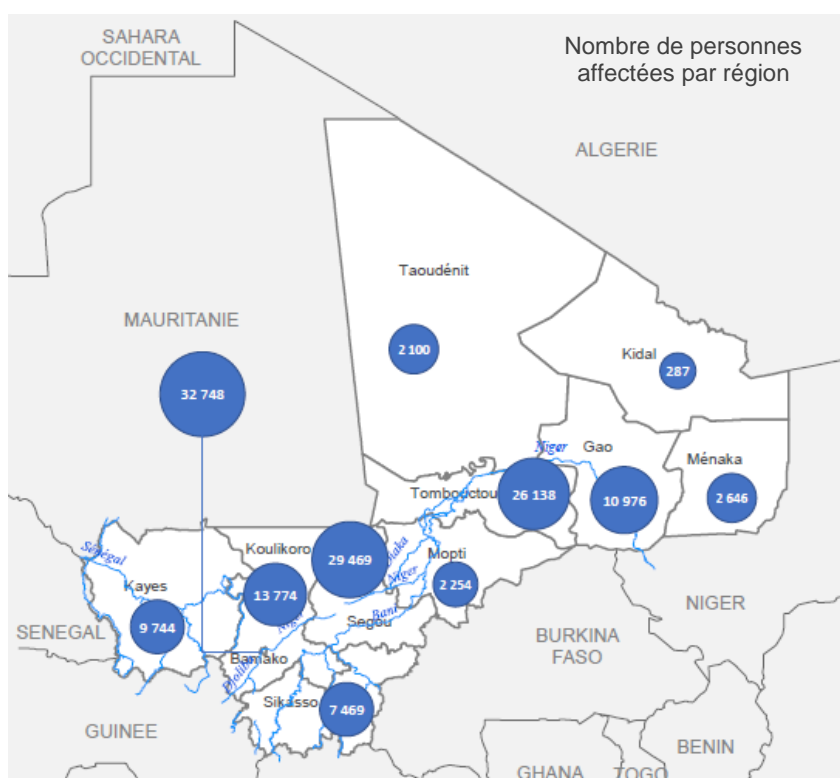
³ De façon non exhaustive, l'UNICEF a fourni 200 cartons de Plumpy Nut et 10 cartons de lait F75, 2 grandes tentes au centre de santé communautaire de Mondoro, 20 kits d'eau d'hygiène et d'assainissement. L'UNICEF a renforcé la formation des matrones et des agents de santé communautaires des trois villages concernés sur la prise en charge de la malnutrition. Le PAM a fourni 3 tonnes produits nutritionnels et 0,5 tonne de vivres et remis à son partenaire World Vision 6,7 tonnes de vivres qui ont été distribuées dans les 3 villages. L'OMS a fourni de l'assistance technique et un kit sanitaire d'urgence d'une valeur de 25 000 dollars américains.

La population à risque d'inondation dans le pays est estimée à plus de 183 000 personnes.

Nombre de personnes affectées de 2012 à 2018



Les inondations ont partiellement ou totalement détruit environ 6 350 maisons et 92 points d'eau. Par ailleurs, elles ont emporté environ 2 680 têtes de bétail. Les régions de Tombouctou, Ségou, Koulikoro et Gao ainsi que le district de Bamako, enregistrent environ 82 pour cent des personnes affectées par les inondations dans le pays.



A Bamako, la capitale, la Direction Nationale de l'Hydraulique a annoncé le 9 septembre le dépassement du seuil d'alerte du niveau du fleuve à Bamako. Des inondations sont à craindre tout le long du fleuve Niger jusqu'à Gao en passant par Koulikoro, Ségou, Mopti, et Tombouctou.

La plupart des personnes relocalisées à cause des inondations ou des risques d'inondations ont été relocalisées dans des écoles, ce qui risque de poser un problème d'accès aux écoles à la rentrée scolaire prévue en octobre.

Les autorités maliennes, en collaboration avec les partenaires humanitaires, organisent des évaluations multisectorielles dans les différents sites et le long du fleuve au niveau de Bamako pour mieux cerner l'ampleur des besoins humanitaires.

Le nombre de personnes déplacées internes a doublé depuis janvier

Le nombre de personnes déplacées internes (PDI) a presque doublé en huit mois, passant de 38 100 en décembre 2017 à 75 350 en août 2018 selon le rapport de la Commission Mouvement de Populations (CMP) du 9 août. Cette forte augmentation est essentiellement due aux conflits intercommunautaires, à l'insécurité et aux affrontements ou la perspective d'un éventuel affrontement entre groupes armés. Les régions de Ménaka, Mopti et Tombouctou sont celles qui totalisent le plus grand nombre de nouvelles PDI.

	# de PDI en déc. 2017	# de PDI en juil. 2018	Evolution
Bamako	2901	2901	-
Kayes	14	14	-
Koulikoro	786	1099	+ 313
Mopti	2151	12128	+ 9977
Ségou	6723	7726	+ 1003
Sikasso	20	103	+ 83
Gao	7978	7978	-
Ménaka	7291	11763	+ 4472
Kidal	313	313	-
Tombouctou	9995	31326	+ 21331
Total	38 172	75 351	+37 179

Au total, plus de 37 000 PDI ont été enregistrées entre janvier et juillet 2018. Dans la région de Mopti, le nombre de PDI a été multiplié par six tandis qu'à Tombouctou il a triplé.

Selon le rapport de la CMP, des mouvements de PDI installées dans les régions du sud vers les régions du nord sont observés. De nombreux déplacés effectuent des mouvements pendulaires, c'est-à-dire des allers-retours entre les lieux de déplacements et les localités d'origine. La majorité des PDI sont vulnérables, ayant perdu ou bradé tous leurs biens au moment de leurs déplacements. Les communautés hôtes qui les accueillent partagent avec elles leurs ressources, souvent très limitées accentuant leur vulnérabilité.



Bankass, Mopti, 28 août 2018 : Ces enfants et leurs parents ont été forcés de fuir leurs villages d'origine à cause de l'insécurité. Ils sont maintenant déplacés internes dans une école dans la commune de Bankass. Crédit : Katy Thiam/OCHA Mali

Le mécanisme de réponse rapide du Mali a un besoin urgent de fonds additionnels

Mis en place en 2016 par les acteurs humanitaires, le mécanisme de réponse rapide (RRM) contribue à l'amélioration des conditions de vie des personnes rendues vulnérables par les conflits ou la survenue d'une catastrophe naturelle. Ce mécanisme est un outil qui permet de gérer une crise humanitaire de l'alerte à la fourniture de l'assistance d'urgence. A travers la veille humanitaire réalisée par les partenaires RRM, dès la réception d'une alerte, l'information va être analysée et si confirmée, des évaluations multisectorielles sont conduites dans la zone touchée en vue d'une réponse rapide et coordonnée de l'ensemble des partenaires humanitaires.

Les secteurs d'intervention couverts par le RRM incluent les abris et les biens non alimentaires, les vivres, l'eau, l'hygiène et l'assainissement ainsi que la santé.

Depuis sa création, le mécanisme a apporté des assistances dans les régions de Koulikoro, Ségou, Mopti, Gao, Tombouctou, Ménaka et Kidal.

Les ONG partenaires du RRM financées par ECHO (NRC, ACF, Solidarités et IRC) ont déjà utilisé plus de 90 pour cent de leurs fonds destinés à couvrir leurs activités jusqu'en février 2019.

Si elles ne reçoivent pas des fonds additionnels, estimés à 1,5 million de dollars américains, leurs interventions seront arrêtées dès le mois de septembre.

Quelques chiffres clés du RRM de janvier à août 2018

40	Alertes suivies
23	Evaluations multisectorielles réalisées
50 000	Personnes vulnérables identifiées
40 000	Personnes assistées en Vivres, Abris/BNA, Eau, hygiène et assainissement et Santé

Les ONG (DCA, CRS, NRC, IRC, Solidarités International, ACF) et les agences des Nations Unies (UNICEF, PAM et UNFPA) en coordination avec les autorités locales se coordonnent pour apporter une réponse d'urgence qui réponde aux besoins identifiés et qui soit la plus complète et coordonnée possible.

Le mécanisme est principalement financé par USAID et ECHO avec une capacité annuelle d'environ trois millions de dollars américains.

Tendance continue à la hausse des incidents sécuritaires affectant les civils

Du 1^{er} janvier au 31 août 2018, 146 incidents sécuritaires affectant les acteurs humanitaires ont été enregistrés au Mali, dépassant ainsi les 133 cas notifiés pour toute l'année 2017.

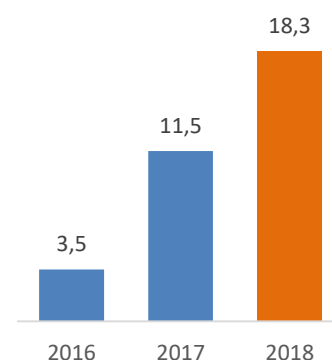
La menace permanente que constitue pour les civils la prolifération des engins explosifs improvisés (EEI) limite la mobilité des populations et l'accès humanitaire. Sans être une cible directe, les civils représentent 24 pour cent de toutes les victimes d'EEI enregistrées depuis 2013 et presque 50 pour cent des victimes depuis le début de l'année. Mopti est l'une des régions les plus affectées. Le nombre de civils victimes d'accidents liés à ces engins est passé de 7 en 2017 à plus de 100 durant les huit premiers mois de 2018.

En dépit du caractère volatile du contexte sécuritaire,

les acteurs humanitaires continuent de fournir une aide humanitaire reposant sur l'acceptation par les communautés et le partenariat avec les ONG locales.

En août, les hélicoptères de la MINUSMA ont été utilisés pour transporter de l'aide d'urgence aux populations de la commune de Mondoro, dans la région de Mopti.

Moyenne mensuelle du nombre d'incidents sécuritaires affectant les acteurs humanitaires de 2016 à 2018



Visite de la Coordinatrice adjointe des secours d'urgence au Mali

Du 28 au 31 août, la Sous-Secrétaire générale pour les affaires humanitaires et Coordinatrice adjointe des secours d'urgence d'OCHA, Mme Ursula Mueller, a effectué sa première visite au Mali. À l'issue de son séjour, elle a appelé à l'intensification de la réponse humanitaire pour atténuer les souffrances de milliers de personnes forcées au déplacement et de millions de Maliens touchés par l'insécurité alimentaire et la malnutrition. Elle s'est dite préoccupée par la récente augmentation des besoins humanitaires avec une personne sur quatre ayant besoin d'assistance humanitaire.

Mme Mueller s'est rendue à Bankass, dans la région de Mopti, où elle a eu des échanges avec des personnes récemment déplacées à la suite de violents affrontements intercommunautaires.



Crédit : Katy Thiam/OCHA

« L'aide de la population de Bankass et le soutien des travailleurs humanitaires nous facilitent l'accès à la nourriture, à l'eau et aux services de santé, » a dit Ousmane. « A cause des conflits, nous avons perdu notre bétail et nous n'avons pas pu cultiver nos champs cette année, ce qui signifie que nous aurons encore besoin de l'aide humanitaire, » a-t-il ajouté. « Aujourd'hui, tout ce que nous voulons, c'est la paix et la protection pour pouvoir rentrer chez nous. « Si nous avons la paix, nous trouverons les moyens de nourrir nos familles, » a-t-il rappelé.



Bankass, Mopti, 28 août 2018 : Ousmane Barry (en vert) est déplacé à Bankass. Il fait partie des déplacés qui ont raconté leurs histoires à Mme Mueller. Crédit : Katy Thiam/OCHA

Durant sa mission, Mme Mueller a rencontré le Premier ministre, S.E. Soumeylou Boubèye Maïga, le Ministre de la solidarité et de l'action humanitaire, Hamadou Konaté et d'autres membres du gouvernement. Elle a également rencontré des représentants et personnels des Nations Unies et des organisations non gouvernementales ainsi que des membres du corps diplomatique.

En bref

Ateliers régionaux sur la planification humanitaire pour 2019

Les acteurs humanitaires et ceux du développement se sont retrouvés dans les régions de Gao, Tombouctou et Mopti dans le cadre de l'analyse des besoins humanitaires pour 2019. Au total, 185 personnes dont 16 femmes représentant les services étatiques, les agences des Nations Unies, les ONG et les clusters y ont pris part. Les objectifs visés par les ateliers étaient d'identifier les besoins humanitaires prioritaires par cercle et discuter de la meilleure manière de prendre en compte les aspects de redevabilité, de protection et de genre dans la réponse humanitaire.

La sécurité alimentaire, la nutrition, la protection et l'accès aux services sociaux de base sont ressortis parmi les besoins prioritaires engendrés par la pauvreté, l'insécurité, la sécheresse et les inondations.

Célébration de la journée mondiale de l'aide humanitaire

Le Mali a commémoré le 15 août la journée mondiale de l'aide humanitaire sous le thème « les civils ne sont pas une cible ». À cette occasion, une conférence de presse co-animée par le Ministre de la solidarité et de l'action humanitaire, la coordinatrice Humanitaire et la Chef de Bureau d'OCHA s'est tenue à Bamako. En outre des débats

sur le thème de cette année ont été organisés en partenariat avec la radio des Nations Unies Mikado et des radios privées aussi bien à Bamako qu'à Gao, Mopti et Tombouctou. Une exposition humanitaire ainsi qu'un match de football ont été organisés à Tombouctou. Une campagne de plaidoyer d'une semaine sur la journée mondiale a été lancée le 13 août sur Twitter et une vidéo publiée sur les conséquences de l'insécurité chez les populations civiles <https://bit.ly/2NSbDXL>. Quelques messages portant sur les conséquences de l'insécurité chez les civils formulés par les humanitaires lors de la journée mondiale :

- *Les violences liées aux conflits dans le nord et le centre du Mali portent atteinte à la protection des civils et créent des souffrances humaines évitables. Le droit à la vie, à l'intégrité physique et la dignité de ces personnes doivent être respectés par tous.*
- *Il est indispensable d'avoir des conditions de sécurité acceptables pour atteindre de façon durable, libre et dans le respect des principes humanitaires, les communautés affectées.*
- *735 écoles étaient fermées à la fin de l'année scolaire 2017-2018. La région de Mopti est la plus touchée avec près de 340 écoles fermées. Des milliers d'enfants ont été privés d'éducation*

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Ute Kollies, Chef de Bureau, kollies@un.org

Katy Thiam, Chef de l'unité Information Publique et Plaidoyer, thiamk@un.org, Tél. (+223) 75 99 57 61

Ibrahima Koné, Chargé de l'Information Publique, kone65@un.org, Tél. (+223) 75 99 55 81

Les *bulletins humanitaires* d'OCHA sont disponibles sur <http://www.unocha.org/mali> | www.unocha.org | www.reliefweb.int